* AFP
* parue le 10 avr. 2024 - 10h32

La Chine s'est dite mercredi "très inquiète" après le lancement par l'Union européenne d'une enquête sur les fabricants d'éoliennes subventionnés par Pékin, dénonçant du "protectionnisme" et des "mesures discriminatoires".

"Je pense que le monde extérieur s'inquiète des tendances protectionnistes croissantes de l'Union européenne", a déclaré face à la presse Mao Ning, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. "La Chine est très inquiète des mesures discriminatoires prises par les Européens contre des entreprises et même des industries chinoises", a-t-elle ajouté.

Après l'automobile, le ferroviaire et les panneaux solaires, l'Union européenne a engagé mardi un nouveau bras de fer avec la Chine, sur fond de tensions commerciales avec Pékin.

"Aujourd'hui, nous lançons une nouvelle enquête sur les fournisseurs chinois d'éoliennes", avait annoncé mardi la commissaire européenne à la Concurrence, Margrethe Vestager. "Nous étudions les conditions de développement de parcs éoliens en Espagne, en Grèce, en France, en Roumanie et en Bulgarie", avait-elle précisé, s'exprimant depuis les Etats-Unis, lors d'un discours à l'Université de Princeton (New Jersey).

"Subventions publiques injustes"

Selon la commissaire Vestager, Pékin exporte "à bas prix" vers le reste du monde pour compenser son propre ralentissement économique.

"Le résultat est qu'aujourd'hui, moins de 3% des panneaux solaires installés dans l'UE sont produits en Europe", avait-elle souligné.

"Cette stratégie est désormais déployée dans tous les domaines des technologies propres, dans celui des semi-conducteurs traditionnels et au-delà", avait détaillé la responsable danoise.

Ces remarques de la commissaire européenne ont été prononcées après une visite de quelques jours en Chine de la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, qui s'était inquiétée lundi de la "surcapacité" de production chinoise, surtout dans les technologies, en raison des fortes subventions publiques.

Washington "n'acceptera pas" le déferlement de produits chinois vendus à perte sur le marché mondial, comme cela est déjà arrivé par le passé, avait mis en garde Janet Yellen.

L'enquête de l'UE s'inscrit dans le cadre de nouvelles règles européennes entrées en vigueur à la mi-2023 pour empêcher les subventions de pays tiers soupçonnées de créer une concurrence déloyale lors d'appels d'offres.

Dans l'UE, les éoliennes chinoises sont vendues à des prix jusqu'à 50% inférieurs à ceux des concurrents européens, affirme WindEurope, le lobby européen du secteur.

"Il n'est pas possible de faire cela sans subventions publiques injustes", a assuré Giles Dickson, son directeur général, qui a salué l'annonce de l'enquête de l'UE.

"Protectionnisme"

Mercredi, Mao Ning a, elle, dénoncé le "protectionnisme" européen. "Le protectionnisme ne peut pas régler les propres problèmes" de l'UE, a-t-elle jugé, "il protège les retards de développement (...) et provoque des pertes multilatérales".

"Nous demandons instamment à la partie européenne de respecter les règles de l'OMC et les principes du marché, et la Chine préservera fermement les droits et les intérêts légitimes des entreprises chinoises", a dit la porte-parole.

Dès mardi, la Chambre de commerce chinoise dans l'UE avait dénoncé "un acte de coercition économique" et le "déploiement continu de nouveaux outils contre les entreprises chinoises".

Bruxelles avait ouvert mi-février sa première enquête dans le cadre de la nouvelle réglementation antisubventions en ciblant une filiale du constructeur ferroviaire chinois CRRC, numéro un mondial du secteur.

Ce groupe étatique, candidat pour la fourniture de trains électriques en Bulgarie, s'était finalement retiré de cet appel d'offres fin mars.

Le 3 avril, la Commission européenne avait annoncé une deuxième enquête visant deux consortiums candidats pour concevoir, construire et exploiter un parc photovoltaïque en Roumanie.

Le premier consortium inclut une filiale du géant chinois Longi, premier fabricant mondial de cellules photovoltaïques. Le second associe deux filiales contrôlées par le groupe étatique chinois, Shanghai Electric.

Dans un autre cadre réglementaire, l'UE avait lancé en septembre une enquête sur les subventions publiques chinoises aux automobiles électriques, afin de défendre l'industrie européenne face à des prix jugés "artificiellement bas". Bruxelles menace de relever les droits de douane sur ces produits.